

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 18/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL DE KERLOIC

KERLOIC
22600 Loudéac

Références : [VD/XG/2023/09/14/01](#)
Code AIOT : 0052202397

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement EARL DE KERLOIC implanté KERLOIC 22600 Loudéac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DE KERLOIC
- KERLOIC 22600 Loudéac
- Code AIOT : 0052202397
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage porcin relevant de la directive IED autorisé par arrêté préfectoral modificatif en date du 05 octobre 2015, pour une capacité de 4006 emplacements de porcs de production avec valorisation d'une partie des lisiers produits sur terres en propre et l'autre partie devant être traitée (centrifugation) dans l'attente de leur valorisation dans une unité de méthanisation sans retour sur terres en propre.

Thèmes de l'inspection :

- Fertilisation

- Suivi station de traitement
- Transfert d'effluents / Compostage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 1	Demande d'action corrective	8 mois
2	Respect des effectifs	Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 2.1.2	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	produits			
3	Respect de prescriptions particulières concernant le devenir des lisiers	Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3.1	Demande d'action corrective	6 mois
4	Respect de prescriptions particulières concernant le devenir des lisiers	Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3.2	Demande d'action corrective	6 mois
7	Tenue du registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Demande d'action corrective	6 mois
10	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	6 mois
16	Période d'épandage	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
17	Tenue du cahier d'épandage (zones vulnérables)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Demande d'action corrective	6 mois
18	Élaboration du tableau des rendements par parcelle	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 3-2	Demande d'action corrective	8 mois
20	Notification de changement notable	Autre du 15/01/2010, article Article R512-46-23 du code de l'Environnement	Demande d'action corrective	6 mois
21	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	9 mois
22	MTD16 Émissions atmosphériques d'NH3, fosse à lisier	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	6 mois
23	Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	3 mois
24	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		3.3.4		
25	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-5	Demande d'action corrective	3 mois
26	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-8	Demande d'action corrective	3 mois
27	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-8.1	Demande d'action corrective	3 mois
28	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-8.2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Respect de prescriptions particulières concernant le devenir des lisiers	Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3.3	Sans objet
6	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
8	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
9	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
11	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
12	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Sans objet
13	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Sans objet
14	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Sans objet
15	Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-I	Sans objet
19	Bordereaux entre exploitant et prêteurs de	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	terres		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs des non conformités constatées sont liées à l'absence de mise à jour du plan de gestion des déjections de l'installation, notamment :

- L'absence de traitement d'une partie des lisiers produits dans une unité de méthanisation, sans retour sur terres en propre.
- L'augmentation des surfaces exploitées en propre avec mise à disposition de terres d'épandage pour l'EARL de la Ville Hervé.

Par ailleurs :

- Il y a un léger dépassement récurrent du nombre de porcs charcutiers produits.
- Plusieurs non conformités concernant le forage qui est abandonné.
- Capacité de stockage à revoir ou fosse de reprise/transfert des lisiers à couvrir.
- Incohérences au niveau des dates d'épandage et du relevé potentiel parcellaire à ajuster.
- Absence de moyens de lutte externes contre l'incendie.

Enfin, au regard notamment, de la gestion commune de l'équarrissage avec l'EARL de la Ville Hervé, de prestations pour celle-ci facturées au nom de l'EARL de Kerloïc (ex : dératisation), de confusion au niveau d'un bordereau de livraison des déjections, d'unique dates d'épandages (compte tenu de l'importance des volumes) entre les 2 exploitations et de la confusion entre les sociétés concernant les mouvements d'animaux au regard des bons uniporcs, l'absence de connexité entre l'installation exploitée par l'EARL de Kerloïc et celle exploitée par l'EARL de la Ville Hervé, n'est pas avérée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : L'EARL de KERLOÏC, ci-après dénommée l'éleveur, sise à LOUDEAC au lieu-dit Kerloïc est autorisée à exploiter à cette adresse (section WV n°s 22-23 et 24), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 4 006 places pour animaux équivalents (PAE) réparties comme suit : 4 006 places engraissement (4 006 PAE).
Constats : Non Conforme : la porcherie n°4 n'a pas les dimensions prévues dans les plans et mémoires annexés à l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 05 octobre 2015.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 2 : Respect des effectifs produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 2.1.2
Thème(s) : Élevage, prescriptions spéciales
Prescription contrôlée : La production annuelle de porcs charcutiers ne doit pas dépasser 12 018 animaux, sous réserve de respecter l'ensemble des prescriptions du présent arrêté. L'éleveur doit tenir à la disposition de

l'inspecteur de l'environnement des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique...).
Constats :
Non Conforme : léger dépassement du nombre de porcs charcutiers produits (+68 porcs) au regard du volume autorisé. Ce constat est toutefois récurrent selon les déclarations des flux d'azote de 2018 (+188), 2019 (+376), 2021 (+15), 2022 (+68) et 2023 (+78).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Respect de prescriptions particulières concernant le devenir des lisiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3.1
Thème(s) : Élevage, prescriptions spéciales
Prescription contrôlée :
Une partie du lisier, soit 2 000 m3 de cet élevage, correspondant à 11 249 unités d'azote et 6 041 unités de phosphore, est prise en charge par l'unité de méthanisation BIODÉAC (Société Green-fuel) située à LOUDEAC.
Constats :
Non Conforme : Absence totale de transfert de lisier vers l'unité de méthanisation BIODÉAC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Respect de prescriptions particulières concernant le devenir des lisiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3.2
Thème(s) : Élevage, prescriptions spéciales
Prescription contrôlée :
Le transfert du lisier doit débuter dès la mise en fonctionnement de l'unité de méthanisation.
Constats :
Non conforme : l'unité de méthanisation BIODÉAC a été mise en service en 2019 et il n'y a jamais eu de transfert de lisier vers cette installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Respect de prescriptions particulières concernant le devenir des lisiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2015, article 3.3
Thème(s) : Élevage, prescriptions spéciales
Prescription contrôlée :

Dans l'attente que l'unité de méthanisation soit régulièrement autorisée au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et en capacité de recevoir le lisier prévu, l'EARL de KERLOÏC doit procéder à la centrifugation d'une partie du lisier brut produit.
Constats : Non conforme : absence de centrifugation d'une partie des lisiers produits. L'unité de méthanisation BIODÉAC étant régulièrement autorisée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement et en fonctionnement, cette prescription est devenue inadaptée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Conforme : exploitation bien tenue.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Tenue du registre des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.
Constats : Non Conforme : document présent, le registre est toutefois à compléter.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Propreté des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats :
Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>
Constats :
Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p>

<p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non Conforme :</p> <p>M. ETIENNE a sollicité la commune de LOUDEAC pour la pose d'une bouche à incendie, toutefois lors de l'inspection il y a absence de moyen de lutte externe contre l'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 11 : Installations électriques et techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats :</p>

Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Calcul du 170 kg/SAU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Prescription contrôlée : Directive Nitrates du 31/12/1991 ; ANNEXEIII ; Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.
Constats : Conforme (124 uN/ha).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : PAR 6 Art 4.2 ; Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduelles ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats :

Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Période d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : Le calendrier d'interdiction d'épandage par culture principale est le suivant - Cultures dérobées pour effluent Type I du 01/09 au 31/01* - Cultures dérobées et prairies de moins de six mois implantées en fin d'été ou à l'automne pour effluent Type II du 01/09 au 31/01 - maïs pour effluent Type I du 01/05 au 15 janvier inclus, et effluent Type II du 01/07 au 15/03 inclus - prairies implantées depuis plus de six mois (dont prairies permanentes, luzerne) pour effluent Type III du 01/09 au 31/01 - autres cultures (cultures pérennes, vergers, vignes, cultures légumières, et cultures porte-graines) pour effluent Type I du 16/11 au 15/01 inclus et effluent Type II du 01/10 au 15/01 inclus * excepté pour les effluents peu chargés issus d'un traitement d'effluents bruts (contenant moins de 0,5 kg d'azote par m3) dont l'épandage est autorisé dans la limite de 20 kg d'azote efficace /ha
Constats : Non Conforme. -> <u>Fertilisants organiques (lisiers) :</u> Si les dates d'épandage, des lisiers à gérer, mentionnées ne sont pas remises en cause, il apparaît qu'il n'y a qu'une seule date de renseignée par chantier d'épandage, ainsi : - 2782 m3 de lisier sont épandus le même jour, le 20 février 2023 sur les céréales (blé et triticales). - 3859 m3 de lisier sont épandus le même jour, le 11 avril 2023 sur maïs Selon les éléments présentés par M. Olivier ETIENNE, les chantiers d'épandage sur céréales peuvent être réalisés au moyen de la tonne à lisier dont il dispose en propriété et également par entreprise au moyen d'un épandage par rampe à pendillards sans tonne à lisier. L'unique date d'épandage pour les lisiers sur céréales pourrait alors sembler plausible. Cependant l'épandage des lisiers avant la culture de maïs, pour un volume total de 3859 m3 le même jour pose question : (le volume de la tonne à lisier en propriété, bien que présenté n'a pas été relevé, il est donc estimé à 22m3 dans le calcul présenté ci-dessous) 3859 m3 épandus le même jour à raison de 22m3 à chaque opération, représente environ 175 tonnes à épandre sur une même journée,

<p>soit sur une hypothétique journée de travail de 12h non stop, cela revient à une tonne à lisier d'épandue toutes les 4 minutes (temps de remplissage, temps de trajet aller/retour et épandage compris), ce qui est irréaliste.</p> <p>Si la date d'épandage n'est à elle seule pas remise en cause, il convient cependant de considérer que des dates d'épandage sont manquantes.</p> <p>De plus, il apparaît que les dates mentionnées dans les documents de fertilisation de l'EARL de la Ville Harvé sont identiques, ce qui conforte le manque de cohérence des dates mentionnées.</p> <p>-> <u>Fertilisation minérale</u> :</p> <p>Les surfaces emblavées en maïs ont majoritairement été fertilisées avec du lisier et les surfaces non épandables ont été fertilisées avec un engrais minéral.</p> <p>Les dates mentionnées pour cette fertilisation minérale sont le 24 août, ce qui, même si cela apparaît incohérent, est réglementairement interdit pour les fertilisants azotés de type III (fertilisants azotés minéraux et uréiques de synthèse).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Tenue du cahier d'épandage (zones vulnérables)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les superficies effectivement épandues ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).
<p>Constats :</p> <p>Non conforme :</p> <p>L'ensemble des données est renseigné, toutefois au regard du point ci-dessus (dates d'épandage) et ci-dessous (élaboration des rendements), il apparaît que les données renseignées ne sont pas cohérentes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 18 : Élaboration du tableau des rendements par parcelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 3-2
Thème(s) : Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2017)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A partir de l'estimation de ce rendement moyen des parcelles de l'ensemble de l'exploitation, il convient ensuite de le moduler selon la productivité de chacune d'entre elles.</p>

Afin de conforter les objectifs de rendements retenus par parcelle, un tableau de potentiel de rendements par parcelle est établi par les exploitants. Ce tableau réactualisable constitue le référentiel des rendements utilisés pour l'élaboration du Plan prévisionnel de fumure (PPF) et doit être joint au PPF (cf annexe 12).

Constats :

Non Conforme :

Il n'y a pas de modulation du rendement moyen obtenu sur l'exploitation à la parcelle. Or au vu de la taille du parcellaire et de l'hétérogénéité manifeste des parcelles, liée notamment entre autre à la profondeur de sol, cela n'apparaît pas cohérent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 mois

N° 19 : Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37

Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN

Prescription contrôlée :

Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats :

Conforme, même s'il est cependant apparu lors de l'inspection des documents de l'EARL de la Ville Hervé, que l'un des bordereaux d'un prêteur de terres de celle-ci, M. Philippe LE FLOHIC, n'était pas établi avec l'EARL de la Ville Hervé, mais avec l'EARL de Kerloïc : M. ETIENNE a modifié cette notification lors de l'inspection.

Si l'inspection ne peut garantir l'origine des lisiers, il convient toutefois de considérer la confusion entre les deux installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Notification de changement notable

Référence réglementaire : Autre du 15/01/2010, article Article R512-46-23 du code de l'Environnement

Thème(s) : Élevage, dispositions générales

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :
Non conforme : <ul style="list-style-type: none"> - absence de transfert des volumes de lisiers vers l'unité de méthanisation BIODÉAC ; - le plan d'épandage n'est plus à jour avec l'augmentation des surfaces exploitées en propre et les terres mises à disposition pour l'épandage de lisiers en provenance de l'EARL de la Ville Hervé ; - les dimensions de la porcherie d'engraissement n°4 sont différentes de celles présentées dans les plans et mémoires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 21 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Emission d'ammoniac
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.</p>
Constats :
Non Conforme : absence de déclaration GEREP pour l'année 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 22 : MTD16 Émissions atmosphériques d'NH₃, fosse à lisier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 16
Prescription contrôlée : <p>Couvrir la fosse à lisier. À cet effet, il est possible d'utiliser une des techniques suivantes: 1. couverture rigide; 2. couvertures souples; 3. couvertures flottantes, telles que: - balles en plastique; - matériaux légers en vrac; - couvertures souples flottantes; - plaques géométriques en plastique; - couvertures gonflables; - croûte naturelle; - paille.</p>
Constats : <p>La fosse en sur-élévation est couverte : Conforme. La fosse enterrée, donc les capacités ont été modifiées n'est pas couverte : Non Conforme. M. ETIENNE a indiqué qu'elle ne servait plus qu'à des fins de transfert et de pompage : les capacités de stockage de l'installation sont donc à redéfinir.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 23 : Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19

Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle

Prescription contrôlée :

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.

Constats :

Non Conforme :

l'ouvrage existant alimentait en eau l'élevage de l'EARL de Kerloïc et l'EARL de la Ville Hervé : Absence de périmètre de protection et de dispositif de fermeture à clé. M. Etienne a indiqué qu'il n'était plus en service depuis une dizaine d'années.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois

N° 24 : Forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-3.3.4
--

Thème(s) : Élevage, Protection tête de forage
--

Prescription contrôlée :

Quelle que soit la destination de l'ouvrage, la protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire et doit empêcher les infiltrations.

Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux.
--

La protection de la tête du forage comprend une « dalle de propreté », en béton de 3 m2 minimum, centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.

La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel.
--

L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.

Constats :

Non Conforme : absence de dalle de propreté et de dispositif de fermeture à clé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois

N° 25 : Forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-5
--

Thème(s) : Élevage, Protection de l'ouvrage
--

Prescription contrôlée :

En complément de l'arrêté du 11/09/2023 modifié : une zone de protection clôturée de 5 m x 5 m est établie autour de la buse. Elle est exempte de toute source de pollution.

Constats :
Non Conforme : absence de zone de protection clôturée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 26 : Forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-8
Thème(s) : Élevage, Abandon de l'ouvrage
Prescription contrôlée :
L'abandon provisoire ou définitif du forage est immédiatement porté à connaissance du service de la police de l'eau ou de l'inspection des installations classées
Constats :
Non Conforme : abandon de l'ouvrage et absence de porté à connaissance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 27 : Forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-8.1
Thème(s) : Élevage, Abandon de l'ouvrage
Prescription contrôlée :
En cas d'abandon ou d'arrêt de longue durée, le forage est déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.
Constats :
Non Conforme : Voir prescriptions ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 28 : Forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-8.2
Thème(s) : Élevage, Abandon de l'ouvrage
Prescription contrôlée :
Le forage abandonné est comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus -7m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à -5m, et le reste sera cimenté (de -5m jusqu'au sol). Dans le cas d'un forage équipé, le regard de la tête de forage peut être laissé en place. La tête de forage est alors comblée par un matériau inerte. Dans le cas d'un forage non équipé, les 50 derniers centimètres sont comblés par de la terre végétale. Les forages infructueux sont rebouchés par le foreur dès la fin de son intervention.

Constats :
Non Conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois